



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté préfectoral complémentaire

N° DCL-BRENV- 2026-106-1

Sobotram Transports et Logistique
SIRET : 450 810 072 00014
Siège administratif et d'exploitation :
33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Dominique DUFOUR en qualité de préfet de Saône-et-Loire,

Vu l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2023-313-2 du 9 novembre 2023 portant autorisation d'exploiter un entrepôt de stockage ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-361-3 du 26 décembre 2024 ;

Vu les porters à connaissance de la société Sobotram Transports et Logistique reçu les 10 décembre 2024, 17 avril 2025 et 22 octobre 2025 portant sur des modifications envisagées sur plusieurs installations de son établissement ;

Vu le rapport de l'inspection du 13 mars 2026, référencé CL/NM/2026/M_60 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courriel du 13 mars 2026 ;

Vu la réponse du 13 mars 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la société Sobotram Transports et Logistique est régulièrement autorisée pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage sur le territoire de Crissey ;

Considérant les modifications envisagées par Sobotram Transports et Logistique sur le site de Crissey ;

196 rue de Strasbourg
71021 Mâcon Cedex 9
Tél : 03 85 21 81 00
pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr
www.saone-et-loire.gouv.fr

Considérant que les modifications envisagées sont pas susceptibles d'entraîner des dangers ou inconvénients significatifs supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement de ceux déjà existants ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de considérer les modifications comme substantielles au titre des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la conformité à la mise en demeure du 26 décembre 2024 ne peut être regardée comme acquise qu'à la condition de prendre en compte les modifications des stockages notifiées par Sobotram Transports et Logistique le 22 octobre 2025 ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que les prescriptions édictées le 9 novembre 2023 nécessitent d'être actualisées ;

Considérant que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations constituent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ; que, par conséquent, ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1.

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé à Crissey (71530), 33 rue Paul Sabatier, est tenue de respecter pour l'entrepôt qu'elle exploite à la même adresse les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2023 susvisé modifiées conformément à celles du présent arrêté.

Article 2.

Pour l'application de l'article 1^{er}, l'exploitant doit satisfaire aux conditions définies à l'annexe I du présent arrêté (informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les établissements seuil haut ou seuil bas).

Article 3.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté figurant dans l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2023 susvisé.

Article 4.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCL-BRENV-2024-361-3 du 26 décembre 2024 est abrogé.

Article 5.

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Crissey et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Crissey pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture du Saône-et-Loire l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Le présent arrêté est notifié à la société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé à Crissey (71530), 33 rue Paul Sabatier.

Article 6.

La secrétaire générale de la préfecture, le chef de l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Crissey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le **16 AVR. 2026**

Le préfet,


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Flora SEGUIN

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).